

LAPALME, Georges-Émile, *Pour une politique. Le programme de la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1988. 348 p. 18,95 \$

Harold Hyman

Volume 42, numéro 2, automne 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304693ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304693ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hyman, H. (1988). Compte rendu de [LAPALME, Georges-Émile, *Pour une politique. Le programme de la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1988. 348 p. 18,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42(2), 289–291. <https://doi.org/10.7202/304693ar>

LAPALME, Georges-Émile, *Pour une politique. Le programme de la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1988. 348 p. 18,95\$

À l'été de 1959, Georges-Émile Lapalme, l'ancien chef du Parti libéral du Québec (PLQ), rédigea un document de plus de deux cents pages manuscrites intitulé *Pour une politique*. Le PLQ était à ce moment-là à la recherche d'une doctrine cohérente couvrant les domaines les plus variés. Lapalme avait toujours fait preuve, au long de sa carrière politique, d'un don de clarté française et de pensée logique. Jetant le regard du chef malchanceux qui a le plus souvent compris ce qui se passait chez ses compagnons de lutte et chez l'adversaire, il déplore au fil de ce manuscrit les déficiences libérales autant que les aberrations de l'Union nationale. De l'avis même de Lapalme, il s'agissait autant de rédiger une mise au point de l'idéologie libérale qu'un constat sur le déplorable état de la vie politique québécoise; le document n'était destiné à être lu que par quelques personnes choisies.

La dichotomie entre l'idéologie de son parti et les convictions des membres lui était douloureuse. Il écrit: «Il est assez curieux de constater que des Libéraux ne croyaient pas à la politique du parti tandis que des gens du dehors y croyaient tellement qu'ils en avaient peur.»

Bien sûr, Lapalme avait commis des erreurs politiques au cours de sa carrière de chef libéral (1950-1958), et il s'empresse d'en exposer les plus graves. Ainsi il avoue n'avoir pas assez encouragé la réflexion au sein de son parti et n'avoir pas fait preuve de sagacité face à la duplicité des libéraux fédéraux, lors de la crise avec Ottawa au sujet de l'imposition provinciale.

Cet homme profondément démocratique montrait une répugnance civique envers la licence, le désordre, l'indiscipline, qui étaient autant d'entraves à la pensée et à l'action politiques. Car Lapalme reconnaît la nature de son métier:

la pensée en politique trouve son unique utilité dans l'action. L'action a un but qui à son tour exige des moyens. Le but, c'est de revaloriser deux constantes de la vie politique au Québec: la démocratie et le fait français. Lapalme démontre que ces deux réalités sont infiniment plus liées qu'on pourrait le croire. C'est pratiquement toute son idéologie qui découle de leurs rapports.

En effet, la particularité première du peuple québécois est le fait français, dont l'essence est la langue. Or cette langue, pour des raisons historiques, a été menacée, comprimée et appauvrie. Pourquoi l'État québécois ne la protège-t-elle et ne l'améliore-t-elle pas? Parce que l'Union nationale, en la personne de son chef, ne se rend d'abord pas compte de la pollution linguistique, ce qui n'a rien d'étonnant si on sait qu'en matière de dégradation morale elle est passée maître. Le charcutage électoral, la braderie des matières premières, le favoritisme dans le recrutement, les bas salaires réservés aux fonctionnaires spécialisés, la gestion des affaires administratives au moyen de procédés d'exception, le régime des privilèges, tolérances et bills privés, le désordre et l'incompétence en matière d'éducation, le maquillage des dettes publiques, voilà les pratiques qui caractérisent tristement le gouvernement unioniste. Un tel gouvernement se défend de la critique par la raillerie, la démagogie irresponsable, l'anticommunisme primaire, la piété hypocrite. Cette incurie généralisée, qui consterne Lapalme, avait donc sapé la vie politique et intellectuelle. L'État devait être pris en main par des réformistes sincères, et ceux-ci ne pouvaient espérer trouver de meilleur instrument pour assumer le pouvoir que le Parti libéral.

Lapalme montre un certain goût pour la théorie de l'organisation des institutions. Il imagine toute une série de services et ministères adaptés aux besoins criants du Québec. Ce qui est frappant en rétrospective, c'est que ces organismes ont presque tous été créés quelques années plus tard. La réputation de père de la Révolution tranquille n'a certainement pas été volée dans le cas de Lapalme. La culture, l'instruction publique, le tourisme, l'immigration française et italienne, les richesses naturelles, l'électricité, la langue, la planification économique, les relations fédérales-provinciales, tout cela deviendra rapidement une préoccupation quotidienne de l'État.

Lapalme est à tous moments un critique constructif. S'il déplore l'état des routes, des sites touristiques, des auberges routières, des manuels scolaires, des égouts municipaux, des réseaux agricoles de mise en marché, des hôpitaux, c'est qu'aucun problème concret ne lui échappe et qu'il détient une solution sensée pour chacun d'entre eux.

Quelques éléments de *Pour une politique* sont évidemment plus proches des sensibilités de Lapalme que d'autres. Sa formation juridique ressort en matière de réforme constitutionnelle et fiscale, et l'on peut dire qu'il a une bonne compréhension de la situation économique de la province. Néanmoins, l'éducation, la culture et la Fédération libérale du Québec (FLQ) sont ses trois sujets de prédilection; quand il les aborde, l'on sent à quel point notre homme est un esprit littéraire et classique qui a choisi une curieuse carrière, peut-être justement parce qu'il voulait apprendre à ses contemporains qu'un intellectuel comme lui n'était ni un rêveur ni un doctrinaire irréaliste.

La FLQ, née en 1955, était à ses yeux l'organe de rajeunissement du Parti libéral provincial. C'était un forum pour l'échange et la confrontation, et l'or-

gane de commandement de la base militante. Lapalme lui laissait son autonomie vis-à-vis du parti, pour qu'elle puisse fonctionner sans l'ingérence des vieux notables libéraux. Signalons cependant que le programme libéral de 1960 a été le fruit non des travaux de la Fédération mais de Lapalme presque tout seul. En effet, ni Jean Lesage ni la FLQ n'avaient pu élaborer une plateforme électorale structurée. Lesage eut, un soir de réunion avec quelques grands libéraux, l'inspiration spontanée de demander à Lapalme de lui transposer *Pour une politique* sous forme de programme politique. Deux jours plus tard, c'était chose faite.

C'est ainsi que les changements occasionnés par la Révolution tranquille ont eu pour point de départ pratique un document issu des réflexions d'un seul homme. Lapalme ne consentit jamais à la publication de ce document. Il est possible que ce soit à cause du caractère un peu brouillon de plusieurs passages, contre lesquels il met ses lecteurs de 1959 en garde. Au commencement du document, Lapalme annonce un essai sur le Parti libéral et la politique; il néglige volontairement les statistiques encombrantes et se borne à invoquer des exemples révélateurs. Le texte s'en retrouve d'autant plus aéré. Les nombreuses annexes incluses par l'auteur lui-même, de même que quelques-unes ajoutées par les éditeurs, nous permettent de voir comment *Pour une politique* était l'aboutissement de pensées depuis longtemps présentes à l'esprit de Lapalme et comment ce document a annoncé quelques grands épisodes de la Révolution tranquille.

*New York, N. Y.*

HAROLD HYMAN